

Retraites : Emmanuel Macron ne dévoile pas sa position

« Réforme des retraites : Macron prêt à adapter son calendrier », titre **Les Echos**, qui décrit des partenaires sociaux restés sur leur faim après trois heures de rendez-vous avec le chef de l'Etat. Leurs interrogations n'ont pas été dissipées. Ils lui ont rappelé leur **opposition presque unanime – CPME exceptée – à la mise en œuvre d'une réforme paramétrique avant l'élection présidentielle**. Lors de sa prise de parole, la semaine prochaine – peut-être lundi –, « Emmanuel Macron répétera qu'il est nécessaire de réformer les retraites, mais il ne s'engagera pas sur un calendrier », estime un proche. Selon un membre du gouvernement, son message n'est pas encore « complètement calé ». S'il ne s'est pas dévoilé sur les retraites lors du rendez-vous, Emmanuel Macron aurait ouvert la voie à une sorte de concertation, même si le mot n'a pas été prononcé, dans la foulée de celle menée par Jean-Paul Delevoye. « Il nous a invités à prolonger le travail engagé », a rapporté **Philippe Martinez**, sans être certain, a-t-il ajouté, d'avoir bien compris ce que cela recouvrait. Le président a assuré que, réforme ou pas, il fallait que les mois à venir d'ici à la présidentielle ne soient pas « inutiles », a ajouté **Cyril Chabanier**, à la CFTC. **Face à ce mur d'oppositions et à la nécessité de préserver la reprise, le chef de l'Etat pourrait décider de se donner du temps tout en indiquant clairement ses orientations sur les retraites, dès la semaine prochaine**, rappelle **Les Echos**. Parmi les grands axes, le relèvement « vite et fort » de l'âge légal de départ à 64 ans, la fin des régimes spéciaux, une retraite minimum, l'amélioration des dispositifs carrières longues et carrières hachées et une plus grande égalité entre hommes et femmes. « Il peut lancer la réforme avec une stratégie ouverte, en allant chercher le consensus. Il y a un chemin intermédiaire entre le faire avant 2022 et après 2022, c'est-à-dire lancer le sujet et le laisser vivre. **Il ne fera pas de réforme si c'est pour mettre des gens dans la rue, car on a besoin de six mois sans crise majeure** », pronostique un ministre. Bref, davantage que la vision de la fin de son quinquennat, c'est celle de la première année du suivant qu'il pourrait vouloir dessiner la semaine prochaine, conclut **Les Echos**. (**Les Echos**, p.2)

« Réforme des retraites : encore un peu de patience », titre **L'Opinion**, notant que les échanges ont commencé par le sanitaire et fini sur le vieillissement, mais se sont vite transformés en discussion sur les retraites. « **A l'applaudimètre, j'ai bien compris que tout le monde y est opposé** », a dit en substance le chef de l'Etat devant le front unanime de ses hôtes du jour. Même le patronat ne veut pas d'une hausse de l'âge légal tout de suite, par peur d'une bronca sociale qui compromettrait la reprise. Toutefois, **Geoffroy Roux de Bézieux a insisté sur la nécessité de cette réforme, et pas d'une autre, relève le quotidien**. Clair sur les principes, le chef de l'Etat ne l'a pas été sur les annonces. Si Emmanuel Macron renonçait à une réforme pour cet automne, ce serait en lien avec la situation sanitaire et ses conséquences économiques. Par ailleurs, Laurent Berger et Cyril Chabanier ont insisté sur la question du travail et les transformations que la crise avait provoquées ou accélérées. Mais ces sujets ont suscité moins de passion que la bataille des retraites. (**L'Opinion**, p.5)

Les Echos consacre sa rubrique **En vue** à **Geoffroy Roux de Bézieux**, soulignant que, **pour une fois, partenaires sociaux et représentants du patronat sont tous d'accord**. Cette unanimité pourrait préfigurer un nouvel état d'esprit, note le quotidien, qui souligne la tribune cosignée par **Geoffroy Roux de Bézieux** et **Laurent Berger** dans **Le JDD**. (**Les Echos**, p.30)

« Un pognon de dingue, partout », titre **Le Figaro**, pour la chronique de **Bertille Bayart**, notant que mi-juin, des sept dirigeants de multinationale française invités à la table du président de la République, un seul a plaidé en faveur d'une réforme immédiate des retraites. Est-ce de la circonspection face à la perspective de remous sociaux qui viendraient gâcher la reprise ? Ou de la cautèle ?, interroge la chroniqueuse. « Ils veulent tellement, au moins par défaut, qu'Emmanuel Macron soit réélu, s'amuse un grand PDG, qu'ils veulent l'empêcher de faire une bêtise ! » Chez certains Marcheurs ou conseillers d'Emmanuel Macron, on veut plutôt croire à une audace. Mais en réalité, juge **Bertille Bayart**, qu'Emmanuel Macron la décide ou

non avant la fin du quinquennat, il n'aura pas imposé la réforme des retraites ; c'est elle qui se sera imposée à lui. Parce qu'il s'agit de la seule mesure « simple » qui ait un impact massif sur le niveau des dépenses sociales. L'imagination tourne à plein régime pour les dépenses, elle reste stérile en matière d'économies, pointe la chroniqueuse. (Le Figaro, p.19)